



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 26 juillet 2000

Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Écoute de la radio, automne 1999** 3
À l'automne 1999, les Canadiens ont écouté la radio en moyenne 20,5 heures par semaine. Ce temps d'écoute est stable par rapport à l'année précédente, année qui avait mis fin à quatre années consécutives de baisses.
- **Éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres, 1998-1999** 6
En 1998-1999, les éditeurs et les diffuseurs exclusifs de livres au Canada ont réalisé 55 % de leurs ventes intérieures directement au secteur du commerce de détail, et les librairies nationales à succursales multiples ont représenté 31 % des 925 millions de dollars de ventes au détail.

(suite à la prochaine page)

Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs

Deuxième édition

La nouvelle édition de *Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs* est un guide pratique et informatif qui vous aidera à répondre aux besoins de votre entreprise en vous orientant directement vers les renseignements jugés nécessaires. Il vous aidera à vous promener dans un grand nombre de produits et de services offerts par Statistique Canada qui sont particulièrement intéressants. Pour vous faciliter la tâche, le présent guide indique les sources clés où l'on peut obtenir des renseignements importants et la façon de communiquer avec nous.

La première section contient un survol descriptif de nos activités de collecte et de diffusion de données relatives au secteur de la fabrication. Nous présentons des études de cas pour vous indiquer des façons pratiques d'utiliser nos données à votre avantage. Cette section contient également une liste des données d'enquêtes, des publications et des documents de recherche que l'on peut obtenir auprès de la Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Dans les sections suivantes, nous traçons les profils de la Division du commerce international, de la Division de l'investissement et du stock de capital et de la Division de la science, de l'innovation et de l'information électronique. Nous présentons certains des principaux produits et services, tout en montrant comment il est facile d'accéder aux renseignements sur le commerce et les dépenses d'investissements. Les dernières sections portent sur les diverses façons d'accéder aux données et de communiquer avec des membres du personnel de Statistique Canada, ainsi que sur d'autres publications de Statistique Canada reliées au secteur de la fabrication.

Tout au long du guide, nous avons indiqué les tendances et des faits saillants récents remontant à 1999, ainsi que des exemples pratiques de la façon dont votre entreprise peut tirer avantage de l'accès aux renseignements fournis par Statistique Canada.

La deuxième édition des *Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs* (31-532-GIF) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca).

Pour plus de renseignements, communiquez avec David Beaulieu au (613) 951-9497 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS

Finances des administrations publiques: recettes, dépenses et excédent, 1999-2000	9
Guide de l'utilisateur: Données du recensement de 1996 sur le revenu	10

NOUVEAUX PRODUITS

	11
--	----

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Écoute de la radio

Automne 1999

À l'automne 1999, les Canadiens ont écouté la radio en moyenne 20,5 heures par semaine. Ce temps d'écoute est stable par rapport à l'année précédente, année qui avait mis fin à quatre années consécutives de baisses.

Les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard sont ceux qui ont écouté la radio pendant le plus grand nombre d'heures chaque semaine, tandis que le plus faible nombre d'heures a été enregistré en Colombie-Britannique.

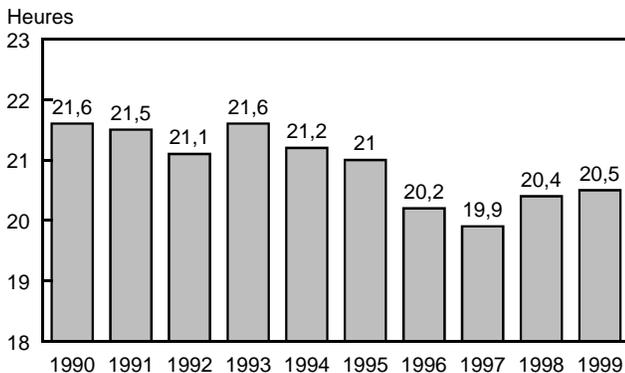
Les hommes adultes (ceux âgés de 18 ans et plus) ont écouté presque autant la radio que les femmes du même âge. Quant aux adolescents (les personnes âgées de 12 à 17 ans), leur temps d'écoute équivalait à un peu plus de la moitié de celui des adultes.

La musique contemporaine pour adultes continue de représenter la formule de stations la plus écoutée au pays.

Le temps d'écoute moyen varie d'une province à l'autre

À l'Île-du-Prince-Édouard, le nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaire de la radio a connu une hausse de presque une heure par rapport à l'année précédente, pour atteindre ainsi le plus long temps d'écoute au pays (22,1 heures). L'année précédente, le plus long temps d'écoute avait été enregistré à la fois à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec, alors qu'avant, le Québec avait toujours enregistré le plus long temps d'écoute.

En 1999, le temps d'écoute moyen est resté stable par rapport à l'année précédente



Note aux lecteurs

Les résultats fournis dans le présent communiqué sont basés sur une enquête menée auprès de 83 268 Canadiens de 12 ans et plus. On leur a demandé de remplir un questionnaire de type journal pendant sept jours consécutifs au cours d'une période de huit semaines, soit du 6 au 26 septembre, du 4 au 24 octobre et du 1^{er} au 14 novembre 1999. Bien que le taux de retour, de 44 %, ne soit pas très élevé par rapport à la norme de Statistique Canada, il est de l'ordre de ceux qu'on observe, au Canada et ailleurs, dans le secteur de la radiodiffusion relativement au calcul du nombre d'auditeurs. On recommande d'interpréter les données avec prudence.

Le projet radio du Programme de la statistique de la culture est une entreprise conjointe de la Division des analyses du marché du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), de la Direction de la politique des services de radiodiffusion de Patrimoine canadien et de la Sous-division de la culture de Statistique Canada.

La Banque de données sur l'écoute de la radio de Statistique Canada est constituée de fichiers provenant de différentes sources. Les données de base sur l'écoute sont acquises de Sondages BBM et comprennent les caractéristiques démographiques des répondants à l'enquête. L'information sur les formules de stations de radio particulières est fournie par le CRTC.

Cependant, lorsque l'on divise les données recueillies selon la langue, les Québécois anglophones sont de loin ceux qui ont écouté le plus la radio au pays (23,3 heures par semaine). Ce temps d'écoute dépasse de deux heures celui des Québécois francophones et dépasse de près de trois heures celui de l'ensemble des Canadiens.

En Colombie-Britannique, le temps moyen d'écoute a légèrement reculé par rapport à l'automne 1998 et s'est situé à 18,4 heures par semaine.

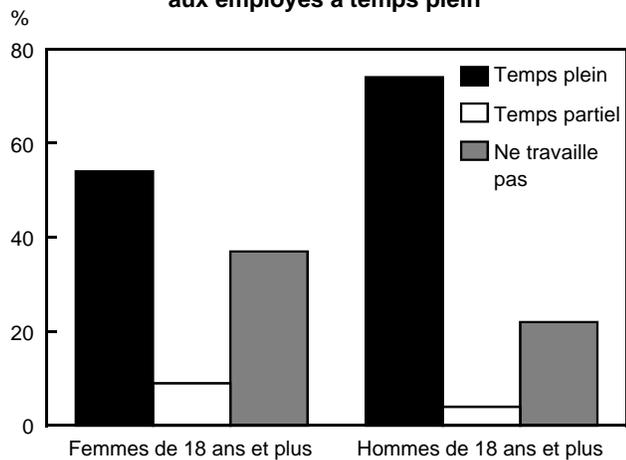
Les adultes écoutent presque deux fois plus la radio que les adolescents

Les habitudes et le temps d'écoute diffèrent selon l'âge. Les hommes adultes ont écouté presque autant la radio (21,3 heures par semaine) que les femmes adultes (21,6 heures par semaine). Les adolescents, quand à eux, représentent le groupe d'âge qui a écouté le moins la radio, leur temps d'écoute (11,3 heures par semaine) équivalant à un peu plus de la moitié de celui des adultes.

Cette différence entre les adultes et les adolescents quant aux habitudes en temps d'écoute n'est pas surprenante, puisque les adultes ont plus facilement accès à la radio que les adolescents pendant le jour de la semaine (au bureau, par exemple). En effet, au cours de la semaine, près du tiers de l'écoute des adultes a

lieu entre 10 h et 15 h, tandis que seulement 9 % de l'écoute des adolescents se concentre entre ces heures. Durant la fin de semaine, les adolescents augmentent substantiellement leur temps d'écoute pendant le jour (37 %) pour atteindre presque la même proportion que celle des adultes (40 %).

La plus grande proportion des heures d'écoute totales des adultes est attribuée aux employés à temps plein



L'écoute de la radio chez les adultes varie de façon importante lorsqu'on analyse les données par statut d'emploi. En effet, la plus grande proportion des heures d'écoutes totales des adultes est attribuée aux employés à temps plein (74 % pour les hommes adultes et 54 % pour les femmes adultes). Après 15 h, leur temps d'écoute baisse graduellement, mais c'est surtout de 19 h à minuit que leur écoute atteint son plus faible niveau (11 %).

La préférence de la formule de stations varie selon la province et la catégorie d'auditoire

Dans l'ensemble, la musique contemporaine pour adultes continue de régner en maître en accaparant

23 % de l'écoute totale. Loin derrière, la formule de musique country et celle des succès souvenirs et rock occupent la deuxième position, enregistrant chacune 12 % de l'écoute totale. Ces formules sont talonnées par la musique contemporaine (11 %), la formule de stations à prédominance verbale (11 %) et la Société Radio-Canada (10 %).

Cependant, l'ordre de préférence des formules de stations varie selon la province et la catégorie d'auditoire. Au Québec, en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique, la musique contemporaine pour adultes est le premier choix des auditeurs. Dans les autres provinces, la musique country constitue la formule de stations préférée, surtout à Terre-Neuve, où cette formule a accaparé 55 % de l'écoute totale.

La musique contemporaine pour adultes doit sa forte popularité surtout au groupe des 25 à 54 ans. Chez les plus jeunes, c'est-à-dire les adolescents de 12 à 17 ans et les adultes de 18 à 24 ans, la préférence est accordée à la formule de musique contemporaine. La formule de stations à prédominance verbale et la Société Radio-Canada attirent très peu les plus jeunes. Cependant, plus l'âge des auditeurs augmente, plus la popularité de ces stations grandit; elles représentent les premier et deuxième choix respectivement des personnes de 65 ans et plus.

Le choix des formules de stations varie également selon le niveau de scolarité. Par exemple, la Société Radio-Canada compte un faible auditoire (moins de 5 %) auprès des personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires, mais constitue 26 % de l'écoute totale des diplômés universitaires. Pour la formule de musique country, on observe le cas contraire.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lotfi Chahdi au (613) 951-3136 (chahlot@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur: (613) 951-9040. □

Nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaire de la radio
Automne 1999

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QC			Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
						Anglais	Français	Total					
Population totale	20,5	19,1	22,1	19,8	20,7	23,3	21,3	21,3	20,7	19,8	20,4	21	18,4
Hommes													
18 ans et plus	21,3	19,4	22,4	21,2	21,1	22,7	22,2	22,1	21,1	20,6	23	22,4	19,5
18 à 24 ans	16,8	16,2	22,5	15,1	15,4	20,1	17,9	17,6	15,6	19,6	19,5	19,3	15,6
25 à 34 ans	22,3	19,9	21,5	23	24,8	21	24,6	23,8	22,2	19,7	27,5	23,9	18,6
35 à 49 ans	22,1	18,5	22,9	21	21,7	21,6	23,5	23,1	21,9	20,2	24,7	22,9	21
50 à 59 ans	21,6	18,4	17,9	22,2	21,1	26,8	22,1	22,4	21,4	21,1	23	22,7	20,5
60 ans et plus	21,2	26,7	31,1	23	20,1	23,8	20,2	20,8	22,1	22,6	18,1	20,8	19,3
Femmes													
18 ans et plus	21,6	20,6	23,6	20,5	22,4	25,5	22,5	22,6	22	21	20,8	21,7	19
18 à 24 ans	17,9	16,8	20,2	16,5	16,1	19,1	17,6	17,6	18	20,7	18,7	21,3	15,1
25 à 34 ans	20,2	17,7	19,3	18,5	22,9	21,3	22,3	22	20,5	19,6	19,5	20,4	17,3
35 à 49 ans	21,2	20,4	23,1	20,2	22,5	24,4	22,8	22,6	21,6	19	20,5	20,9	18,4
50 à 59 ans	23,5	22,7	25,2	23,6	24,1	27	24,1	24,3	23,6	21,9	23,9	24,3	21,2
60 ans et plus	23,8	24,5	29,1	21,7	24	31,9	23,4	24,3	24,8	24,7	20,9	22,8	21,7
Adolescents													
12 à 17 ans	11,3	10,6	14,1	10,2	10,2	12,8	10,4	10,7	12,4	10,9	8,7	12	10,2

Note: Pour le Québec, la classification selon la langue est basée sur la langue parlée à la maison. Le total inclut les répondants qui n'ont pas répondu à cette question ou qui ont indiqué une langue autre que l'anglais ou le français.

Répartition en pourcentage des heures d'écoute de la radio selon la formule
Automne 1999

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QC	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Musique contemporaine pour adultes	23,0	9,4	1,1	14,5	24,3	32,5	25,3	19,4	16,1	9,1	15,0
Rock (album intégral)	6,0	-	0,1	18,3	0,1	3,6	3,3	-	14,9	17,0	8,6
Société Radio-Canada	9,7	10,9	17,1	16,8	14,2	7,6	8,7	10,3	12,5	8,8	13,7
Musique contemporaine	11,2	18,1	30,8	0,7	0,3	20,1	8,2	7,4	0,1	11,1	9,2
Country	12,0	54,8	35,9	30,3	18,6	1,4	8,5	21,0	39,7	26,5	10,5
Musique de détente	2,5	-	-	-	-	0,1	4,1	0,5	0,1	2,0	5,8
Succès souvenirs/Rock	11,9	1,6	13,7	15,9	19,2	2,8	17,3	19,1	6,1	10,7	12,8
Musique légère	2,1	-	-	-	-	5,9	1,0	3,8	-	-	0,8
Autres	7,1	5,2	1,0	2,1	17,8	7,7	6,0	18,3	3,3	9,7	4,6
Sports	0,1	-	-	-	-	-	0,2	-	-	-	-
À prédominance verbale	11,1	-	-	1,4	0,1	16,8	11,7	-	6,9	4,5	13,9
Stations américaines	3,4	-	0,3	-	5,6	1,4	5,7	0,2	0,3	0,6	5,1
Écoute totale	100,0										

- Néant ou zéro.

Éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres

1998-1999

En 1998-1999, les éditeurs et les diffuseurs exclusifs de livres au Canada ont réalisé 55 % de leurs ventes intérieures directement au secteur du commerce de détail, et les librairies nationales à succursales multiples ont représenté 31 % des 925 millions de dollars de ventes au détail.

Les achats de ces librairies nationales à succursales multiples se sont élevés à 290 millions de dollars, tandis que les achats des librairies indépendantes ont représenté 27 %, ou 247 millions de dollars. Le troisième groupe de clients de détail, par ordre d'importance, était formé des librairies d'université et de collège, qui ont fait pour 187 millions de dollars d'achats.

Ventes des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres au Canada selon le type détaillé de client 1998-1999

	Langue de l'éditeur et du diffuseur exclusif		Total
	Anglais	Français	
	millions de \$		
Gros	131	61	193
Détail			
Librairies à succursales multiples	267	23	290
Librairies indépendantes	134	112	247
Librairies agréées (Québec)	3	95	98
Autres librairies indépendantes	131	17	148
Librairies d'université et de collège	165	22	187
Grands magasins	16	11	27
Maisons de vente par correspondance et clubs du livre	73	4	77
Entrepôts-clubs et magasins à rabais	35	19	55
Détaillants par Internet	2	0	2
Autres détaillants	36	5	40
Total	728	196	925
Établissements			
Bibliothèques gouvernementales et spécialisées	29	1	30
Bibliothèques publiques	23	1	24
Écoles primaires et secondaires	167	54	222
Établissements d'enseignement postsecondaire	70	6	76
Autres établissements	16	1	17
Total	305	63	368
Autres			
Grand public	126	8	134
Autres	61	5	67
Total	187	13	201
Total	1 352	334	1 687

Note aux lecteurs

L'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres est un recensement de tous les éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres au Canada. L'enquête de 1998-1999 a rejoint 643 éditeurs (y compris ceux faisant aussi fonction de diffuseurs exclusifs) et 57 entreprises fonctionnant uniquement à titre de diffuseurs exclusifs. Des contraintes de confidentialité interdisent la publication des données pour les territoires.

Définitions

Le **bénéfice**, calculé avant impôt, est la différence entre le coût des ventes et les dépenses d'exploitation, d'une part, et les recettes totales d'autre part.

Les **diffuseurs exclusifs** n'éditent pas d'ouvrages, mais distribuent et vendent les ouvrages édités par une autre entreprise, en tant que représentants exclusifs. Le diffuseur exclusif assume généralement les dépenses de marketing des ouvrages dont il détient l'exclusivité.

Les **éditeurs de livres** sont des entreprises ou des organismes qui choisissent et préparent les ouvrages, et concluent un accord contractuel avec l'auteur ou le détenteur du droit d'auteur pour l'impression de l'ouvrage ou sa production sous une autre forme. L'éditeur commercialise l'ouvrage par n'importe quel canal de distribution et assume le coût de l'opération. Certains éditeurs sont aussi diffuseurs exclusifs.

Les **entrepôts-clubs** et les **magasins à rabais** vendent principalement au détail des produits alimentaires et des produits non alimentaires divers, typiquement en grands formats.

Les **librairies à succursales multiples** sont des détaillants de livres ayant des points de vente dans la plupart des grandes villes.

Les **librairies agréées** sont établies en vertu de la loi québécoise L.R.Q., c. D-8.1. Pour être reconnue comme librairie agréée, l'entreprise doit répondre à diverses exigences, comme être de propriété québécoise à 100 %, traiter des affaires au Québec, avoir au moins 6 000 ouvrages en stock (dont 2 000 québécois) et avoir un compte auprès d'au moins 25 éditeurs agréés. Sauf indication contraire, ils sont comptés avec les librairies indépendantes.

Les **librairies indépendantes** ont un ou plusieurs points de vente dans une région géographique restreinte (ville, province). Bien que la plupart ne soient pas des magasins-entrepôts, cette catégorie comprend les magasins-entrepôts qui ne sont pas des chaînes nationales. Sauf indication contraire, les librairies agréées sont comprises dans ce groupement.

Les **organismes** ou **entreprises** comprennent les éditeurs ou les diffuseurs, qu'ils soient une entreprise constituée, une coopérative, une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou un service sans but lucratif.

Un **ouvrage d'auteur canadien** est un ouvrage dont l'auteur (ou le directeur, dans le cas d'anthologies ou de recueils) est un citoyen canadien ou un immigrant ayant obtenu le droit d'établissement.

Les **recettes totales** comprennent toutes les recettes d'édition et de diffusion exclusive de livres, y compris les recettes de la vente de droits dérivés, les subventions et les revenus divers provenant d'activités connexes.

Les ventes au secteur institutionnel, qui comprend les bibliothèques et les écoles, ont rapporté 368 millions de dollars de recettes, tandis que les ventes aux grossistes ont été de 193 millions de dollars.

Au Québec, les ventes aux bibliothèques doivent passer par les librairies agréées. Lorsque les ventes aux bibliothèques sont ajoutées aux ventes au détail, le marché combiné représente 58 % des ventes intérieures pour les entreprises de langue anglaise et 59 % pour celles de langue française.

Dans le marché de la vente directe au détail, les librairies nationales à succursales multiples ont représenté 37 % des ventes des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de langue anglaise, comparativement à seulement 12 % pour les entreprises de langue française. Par ailleurs, les ventes aux entrepôts-clubs (qui constituent une catégorie distincte de la vente au détail, dans l'enquête, pour la première fois) n'ont formé que 5 % des ventes au détail des entreprises de langue anglaise, c'est-à-dire la moitié de la part de marché que ces clubs représentaient pour leurs homologues de langue française.

Seulement trois éditeurs et diffuseurs exclusifs sur cinq ont fait des bénéfices

L'industrie a déclaré des recettes totales de 2,2 milliards de dollars en 1998-1999, dont 133 millions de dollars d'exportations directes, et 43 millions de dollars de subventions comptabilisées comme recettes. Au total, ces éditeurs et diffuseurs exclusifs ont réalisé des bénéfices avant impôt de 137 millions de dollars, soit 6 % de leurs recettes. Cependant, seulement trois entreprises sur cinq ont dépassé leur seuil de rentabilité.

Les éditeurs de livres ont produit 14 439 nouveaux ouvrages en 1998-1999 et réimprimé 10 262 ouvrages existants. Les trois quarts des nouveaux ouvrages et des réimpressions étaient d'auteurs canadiens. Les auteurs canadiens ont écrit 92 % des manuels scolaires nouveaux et réimprimés, mais seulement 13 % des formats de poche.

Les éditeurs et diffuseurs exclusifs sous contrôle canadien ont réalisé pour 1,5 milliard de dollars de recettes, soit 63 % du total. Leur marge bénéficiaire a été de 6 % des recettes totales, comparativement à 7 % pour les entreprises sous contrôle étranger.

Les éditeurs et diffuseurs ont employé 7 374 salariés à temps plein et 1 298 à temps partiel et versé environ 352 millions de dollars en traitements, salaires et honoraires à leurs salariés, entrepreneurs, experts-conseils et sous-traitants.

Édition et diffusion exclusive de livres 1998-1999

	Canada
Maisons d'édition	521
Diffuseurs exclusifs	57
À la fois maison d'édition et diffuseur exclusif	122
Total	700
Ouvrages édités	14 439
Ouvrages réimprimés	10 262
Total des recettes (en millions de \$)	2 208
Ventes au Canada	1 687
Exportations	133
Ouvrages imprimés et vendus à l'extérieur du Canada	292
Subventions comptabilisées comme recettes	43
Autres recettes connexes	53
Dépenses (en millions de \$)	2 071
Salaires	352
Autres	1 719
Profit (en millions de \$)	137
Employés à temps plein	7 374
Employés à temps partiel	1 298

Les diffuseurs exclusifs ont réalisé plus de la moitié des ventes

L'enquête de 1998-1999 a rejoint 700 éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres. De ce nombre, 521 étaient strictement éditeurs et 57 strictement diffuseurs exclusifs. Un total de 122 entreprises combinaient les deux activités.

Environ un quart des entreprises sont intervenues dans une forme quelconque d'activité de diffusion exclusive, et les ventes en diffusion exclusive ont constitué 56 % des 1,7 milliard de dollars de recettes totales qu'ont rapportées les ventes au Canada.

Les États-Unis ont représenté près des deux tiers de l'ensemble des recettes d'exportation

Les exportations directes ont représenté 133 millions de dollars, dont la grande majorité – 118 millions de dollars – ont été générés par les ventes des ouvrages de l'éditeur même. Le marché américain a constitué près des deux tiers (63 %) des recettes d'exportation des éditeurs. (L'enquête n'a pas mesuré la destination des exportations des diffuseurs exclusifs.)

Pour les éditeurs de langue anglaise, 71 % des recettes d'exportation ont été réalisées aux États-Unis; venaient ensuite l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et le Royaume-Uni.

Pour les éditeurs de langue française, la France a représenté 57 % des ventes à l'exportation; les États-Unis suivaient, à 21 %.

Les éditeurs canadiens ont tiré encore 292 millions de dollars de la vente de livres imprimés et vendus à l'extérieur du Canada.

Les subventions aux éditeurs de langue française et de langue anglaise sont proportionnelles aux ventes

En 1998-1999, les éditeurs sous contrôle canadien ont reçu 46 millions de dollars de subventions gouvernementales, c'est-à-dire environ 54 % de leurs bénéfiques avant impôt de 85 millions de dollars.

Les éditeurs, par contre, n'étaient pas tous admissibles aux subventions. Le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition de Patrimoine canadien, principale source de subventions, exclut les éditeurs dont les ventes nettes provenant d'activités d'édition de livres dépassent 15 millions de dollars. Si l'on ne tient compte que des éditeurs dont les recettes n'atteignent pas ce seuil, on voit que les éditeurs de langue française et de langue anglaise ont reçu des subventions proportionnelles à leur part des recettes d'édition (45 % pour les éditeurs de langue française, 55 % pour ceux de langue anglaise).

Les éditeurs qui se situent en deçà du seuil de 15 millions de dollars auraient été durement touchés sans les subventions. Sans ces dernières, les bénéfiques collectifs auraient fait place à des pertes pour les éditeurs de langue anglaise et de langue française, dans chaque région.

Comparaison d'une année à l'autre

En 1998-1999, l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres a rejoint 200 nouvelles entreprises. De ce nombre, 171 existaient déjà avant 1996-1997, année de l'enquête précédente. Ces entreprises avaient 4 % des recettes totales. Il n'est pas conseillé de procéder à des comparaisons directes avec les années antérieures en utilisant toutes les entreprises qui ont fait une déclaration en 1997-1998, à cause du changement de la population observée.

Pour illustrer l'évolution de l'industrie, on peut effectuer certaines comparaisons en excluant les 171 nouveaux éditeurs et diffuseurs de livres.

En 1996-1997, la population des éditeurs et diffuseurs comprenait 548 entreprises, dont certaines ont abandonné les affaires dans l'intervalle entre les deux enquêtes. Dans cette section, ils peuvent être mis

en comparaison avec les 529 entreprises formant la population de 1998-1999, y compris celles qui ont vu le jour entre-temps.

Les recettes totales ont augmenté de 5 % pour cette population, tandis que le bénéfice collectif a crû de 52 % et atteint 128 millions de dollars. Le taux d'édition de nouveaux ouvrages par ces entreprises était de 9 % plus élevé qu'en 1996-1997, alors que le taux de réimpression d'ouvrages existants était de 16 % plus élevé.

Les librairies à succursales multiples pour les éditeurs et les diffuseurs exclusifs de langue anglaise du Canada ont pris encore plus d'importance, car les ventes à ce groupe de clients ont augmenté de 24 % de 1996-1997 à 1998-1999. Les ventes aux librairies d'université et de collège ont augmenté de presque autant (21 %), tandis que les ventes aux indépendants ont reculé de 10 %.

Les éditeurs et diffuseurs exclusifs de langue française n'ont pas réalisé de véritable croissance de leurs ventes. La composition de leur clientèle a toutefois varié: le volume des ventes aux librairies à succursales multiples a augmenté, pendant que celui des ventes aux librairies agréées et aux autres indépendants a diminué.

Certains renseignements de l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres sont maintenant en vente sous forme de tableaux (87F0004XPF, 50 \$). Ces tableaux comprennent des répartitions par province, langue de l'éditeur et pays de contrôle. Des totalisations spéciales sont offertes à recouvrement des coûts.

On trouvera le résumé des données jusqu'à 1996-1997 dans la publication *Le Canada, sa culture, son patrimoine et son identité: perspective statistique* (87-211-XPB, 31 \$). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, ou pour commander des totalisations standards ou spéciales, communiquez avec David Coish au (613) 951-3028 (coisdav@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur: (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Finances des administrations publiques: recettes, dépenses et excédent 1999-2000

Les trois paliers d'administrations publiques (fédéral, provincial et local) ont enregistré des excédents au cours de l'année financière 1999-2000, selon le Système de gestion financière (SGF) de Statistique Canada. L'ensemble des excédents était estimé à 4,1 milliards de dollars.

L'administration fédérale a déclaré un excédent de près de 2,6 milliards de dollars, un troisième excédent consécutif. Les administrations provinciales et territoriales, qui ont réduit leur déficit tout au long des années 1990, ont présenté un premier excédent (1,1 milliard de dollars) depuis des décennies. Les administrations locales ont enregistré un excédent de 367 millions de dollars, un deuxième excédent consécutif.

Le SGF normalise les comptes des administrations publiques afin de rendre leurs statistiques cohérentes et comparables. C'est pourquoi les statistiques selon le SGF peuvent différer des données publiées dans les rapports financiers des administrations publiques.

L'excédent enregistré par l'administration générale fédérale (les activités administratives) en 1999-2000 était similaire à celui de l'année précédente, mais beaucoup plus faible que l'excédent de 4,5 milliards de dollars enregistré en 1997-1998. Les recettes ont progressé de 2,6 % en 1999-2000, tandis que les dépenses ont augmenté de 2,7 %.

Malgré les hausses au cours des deux dernières années, les dépenses sont demeurées inférieures de 3,3 % à leur sommet de 1995-1996. À l'opposé, les recettes étaient 21 % plus élevées en 1999-2000 qu'en 1995-1996. Les dépenses se sont accrues le plus dans les domaines des services sociaux, de la protection des personnes et de la propriété ainsi que dans ceux de l'éducation et des affaires extérieures et de l'aide à l'étranger. Les paiements de transfert ont continué leur remontée, tandis que le service de la dette était beaucoup moindre. Le service de la dette représentait 24,5 % du total des dépenses en 1999-2000, après avoir été en moyenne de près de 27 % dans la deuxième moitié des années 1990.

À l'échelon provincial et territorial, 7 des 13 provinces ont enregistré un excédent en 1999-2000. Les recettes ont continué d'augmenter dans la plupart des provinces. Dans l'ensemble, les recettes ont progressé de 5,6 % en 1999-2000, un rythme plus rapide que les 3,3 % et 3,5 % des années précédentes. La hausse de 1999-2000 était fortement concentrée en

Ontario et en Alberta. Les recettes de sources propres (surtout des taxes) ont continué de s'accroître à un bon rythme dans les provinces de l'Atlantique, au Québec, en Ontario et en Alberta, mais ont diminué ailleurs. En 1999-2000, la croissance des recettes liées aux transferts a ralenti comparativement à 1998-1999.

Dans l'ensemble, les administrations provinciales et territoriales ont enregistré des dépenses moindres en 1999-2000. Cela reflète essentiellement une restructuration en Colombie-Britannique en 1998-1999, alors que la province a décidé d'assumer directement la dette des conseils scolaires, des établissements de la santé et d'enseignement postsecondaire, entre autres. Cela s'est traduit par d'important transferts de capitaux (dépenses).

Sans cette restructuration, les dépenses auraient augmenté de 2,5 % en 1999-2000 comparativement à la moyenne de 2,8 % des deux années précédentes. C'est surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation que les provinces et territoires ont accru leurs dépenses. Elles ont augmenté les dépenses de santé de 5,4 % tout juste après une hausse de 7,2 % en 1998-1999. Les dépenses liées à l'éducation ont augmenté de 3,3 %, après une hausse de 4,6 % l'année précédente. Les dépenses en services sociaux sont demeurées à peu près inchangées.

Le service de la dette représentait 12,5 % des dépenses totales au début des années 1990. Le ratio a atteint un sommet de 15,4 % en 1996-1997 et il a reculé par la suite pour se situer à 14,8 % en 1999-2000.

La situation financière s'est améliorée de façon substantielle au sein des administrations locales générales (municipalités), notamment au cours des deux dernières années. Le déficit des municipalités, qui atteignait 1,7 milliard de dollars en 1991, a diminué considérablement au cours des années suivantes. De 1995 à 1997, le déficit était en moyenne de 250 millions de dollars par année, une période où les municipalités ont profité du Programme d'infrastructure du Canada.

En 1998 et en 1999, les municipalités ont enregistré des excédents moyens de 486 millions de dollars. La restructuration en Colombie-Britannique, qui s'est traduite par un transfert de capital de la province aux municipalités, a fortement contribué à la situation. Le fait que les municipalités aient ralenti leurs dépenses pendant quelques années a aussi aidé. Avant d'augmenter de 4,0 % en 1999, les dépenses en 1998 étaient à peine plus élevées que celles de 1995.

En moyenne, les dépenses ont progressé de 4,1 % en 1998 et en 1999, un rythme supérieur à celui de 2,7 % enregistré au cours des années 1990. La

croissance des dépenses a été généralisée parmi les provinces en 1999, les dépenses en services sociaux et logement étant restées élevées en Ontario.

Le service de la dette représentait 8,6 % des dépenses totales en 1990. Ce ratio s'est stabilisé à environ 7,5 % au milieu de la décennie et a chuté pour se situer à 6,4 % en 1999-2000.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2867, 2868, 2873, 2874, 2877, 2879 à 2881, 2883, 2884, 3315 à 3318, 3327 à 3330, 3776 à 3788, 6345 à 6364, 7080 à 7100, 8181 à 8195 et 8450 à 8493.

Les données sont également disponibles sous forme de totalisations spéciales. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lisa McCambley au (613) 951-4354 (lisa.mccambley@statcan.ca), Division des institutions publiques. ■

Guide de l'utilisateur: Données du recensement de 1996 sur le revenu

Le rapport *Guide de l'utilisateur: Données du recensement de 1996 sur le revenu*, qui paraît aujourd'hui, offre aux utilisateurs un guide complet des renseignements sur le revenu tirés du Recensement de 1996. Il explique le concept de revenu et définit les diverses sources de revenu ainsi que les variables calculées de revenu. Il comprend en outre de

l'information sur les nombreux aspects du recensement susceptibles d'influer sur les estimations de revenu du recensement, notamment les questions sur le revenu posées lors du Recensement de 1996 ainsi que les instructions à l'intention des répondants. De plus, le rapport explique brièvement la méthodologie adoptée pour saisir les réponses, les traiter et vérifier leur cohérence, ainsi que pour imputer les données dans les cas de non-réponse. On y décrit aussi les répercussions de ces activités sur les données sur le revenu.

Le rapport fait état des résultats récapitulatifs de l'évaluation qualitative approfondie des estimations de revenu du recensement par rapport à d'autres sources, telles que les Comptes nationaux et l'Enquête sur les finances des consommateurs. On y trouve également une comparaison détaillée du contenu et de la couverture du recensement en matière de revenu depuis 1971.

Le rapport, intitulé *Guide de l'utilisateur: Données du recensement de 1996 sur le revenu (75F0002MIF)* est accessible gratuitement dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, puis *Documents de recherche téléchargeables, Revenu, dépenses, pensions, avoirs et dettes et Revenu*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur: (613) 951-3012. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs, deuxième édition
Numéro au catalogue: **31-532-GIF**
(Gratuit).

Commerce de détail, mai 2000
Numéro au catalogue: **63-005-XIB** (16\$/155\$).

Tableaux de l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres, 1992-1999
Numéro au catalogue: **87F0004XPF** (50\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - 200F (Anglais) 11-0761/954/0004-001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être informé 8 à 11 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1999** Malgré le prix de la dépense des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1999, les Canadiens ont effectué un moyenne de quatre déplacements au moyen des services de transport urbain, soit le même le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été suivie encore une fois d'un ralentissement. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice de l'offre d'emploi, mai 1997** 10
- **Évolution des entreprises à court terme** 10
- **Aides en termes percentuels, semaine se terminant le 31 mai 1997** 11
- **Productivité, avril 1997** 11

NOUVELLES PARUTIONS

12

Statistique Canada Statistic Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.